

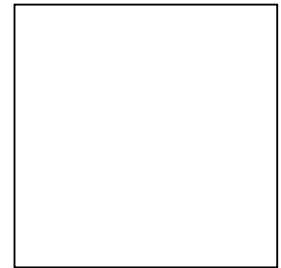


FÉLIX GUATTARI

Écologie et mouvement ouvrier

LA NATURE A LONGTEMPS ÉTÉ considérée par les humains comme une mère aux capacités nourricières illimitées. Mais avec l'expansion technologique et la croissance démographique son caractère fini est apparu de plus en plus nettement ; la planète Terre se révèle chaque jour un peu plus comme un monde clos, qui semble même rétrécir au rythme de l'accélération des vitesses de communication, de déplacement et d'échange. L'air, la terre, l'eau, le feu énergétique ont déserté le monde des divinités transcendantes pour entrer dans la catégorie des « ressources naturelles non renouvelables ».

Depuis la nuit des temps, l'humanité est hantée par un désir d'éternité. Naguère source d'exaltation, ce désir est devenu, dans le contexte des médias actuels, cause de passivité et d'irresponsabilité face aux inégalités et aux injustices sociales. La philosophie des Lumières, la Révolution française puis l'entrée du prolétariat industriel sur la scène historique, avaient pourtant marqué un réveil décisif à l'égard de ce sommeil dogmatique. L'esclavage, l'exploitation des opprimés n'allaient plus de soi, cessaient d'être une donnée de droit divin. D'autres formes d'organisation sociale, économique et politique devenaient de l'ordre du possible. Et, en attendant leur promotion effective, la gestion des rapports de force entre les classes par les organisations syndicales et politiques permettait d'établir des correctifs aux formes d'exploitation les plus criantes et conduisaient même à l'obtention de véritables



**Intervention faite à
Sao Paulo, en avril
1992, sur le thème :
Ecologie et
mouvement ouvrier.**

conquêtes sociales et à un progrès de la démocratie. Avec le syndicalisme ouvrier et paysan la « pratique sociale » avait fait son entrée dans l'Histoire. Le prolétariat organisé était devenu le noyau dur, le levier opératoire, de toutes les autres catégories d'opprimés.

Mais le mouvement ouvrier a également participé à sa façon à ce sentiment pernicieux d'éternité. Bien que conçue par ses théoriciens comme une dialectique finie, la lutte des classes en est venue à s'incarner dans des organismes représentatifs qui, trop souvent, se sont repliés sur eux-mêmes en chapelles et en sectes, investies d'un pouvoir quasi religieux. La bolchevisation d'une part importante du mouvement ouvrier a été accompagnée d'un recul de la démocratie de base, au profit d'avant-gardes autoproclamées. Des structures bureaucratiques hiérarchiques, pyramidales, se sont instaurées, se masquant derrière la dénomination ambiguë de « centralisme démocratique ». Dans les États qualifiés de socialistes, issus de la révolution d'Octobre et de l'écrasement du nazisme, des castes dirigeantes ont occupé une position dictatoriale, et un véritable culte de la personnalité des dirigeants a été institué. Parallèlement était promu un culte de la production pour la production, laquelle se trouvait mécaniquement identifiée à un progrès pour l'humanité. La qualité de la vie passait après les revendications quantitatives. Les dévastations écologiques consécutives aux phénomènes de croissance urbaine incontrôlée, au dépeuplement de certains espaces ruraux et à la surexploitation des terres rentables, ne constituaient pas des thèmes mobilisateurs pour la gauche politique et syndicale. Pas plus que la défense des intérêts des peuples du Tiers-monde, la lutte contre le racisme, la cause de l'émancipation de la condition féminine. Bref, les luttes ouvrières eurent tendance à se replier sur elles-mêmes, à adopter une optique corporatiste, coupée de leur contexte social et de l'évolution du monde.

De son côté, l'écologie s'est d'abord présentée soit comme une discipline scientifique spécialisée dans l'étude des écosystèmes naturels, soit comme un phénomène marginal de sensibilité axé sur la nature, la défense de l'environnement et

des espèces vivantes menacées de disparition. Pendant longtemps, ce phénomène a été ressenti par la classe politique comme régressif, se réduisant à un « retour à la nature » au détriment des problèmes humains. D'ailleurs, l'écologie n'a vraiment cessé de relever de sectes qu'à partir du moment où les atteintes à l'environnement, la pollution de l'atmosphère, la destruction des forêts, la menace sur la couche d'ozone, les accidents nucléaires, sont apparus à l'opinion comme des atteintes majeures à la survie de l'humanité. Dans les années 80, un revirement spectaculaire des mass-médias, désormais sensibilisés à ces questions, a contribué à l'extension de l'audience des mouvements d'écologie politique.

Remarquons que ces mouvements, en France, ne semblent pas avoir encore bien pris la mesure des courants d'opinion qui les portent. Il existe un décalage de point de vue entre le sectarisme des militants du parti Vert ou le côté politicien professionnel des animateurs de Génération Écologie, autour de Brice Lalonde, et l'électorat (de l'ordre de 15 %) qui s'est porté sur ces mouvements au cours des dernières élections régionales, sans parler de la masse encore plus grande de population qui se sent concernée par les thématiques écologiques. La plupart des écologistes n'ont pas encore réalisé la nécessité d'opérer une jonction entre l'écologie environnementale, l'écologie sociale et l'écologie mentale. Car, en effet, tout se tient : on ne peut espérer remédier aux atteintes à l'environnement sans modifier l'économie, les structures sociales, l'espace urbain, les habitudes de consommation, les mentalités. Dès que l'on aborde des écosystèmes humains on est nécessairement confronté à des composantes sociales, politiques, à des systèmes de valeur morale, esthétique... C'est ce qui me conduit à parler d'une écosophie qui aurait pour perspective de ne jamais tenir séparées les dimensions matérielles et axiologiques des problèmes considérés. Les boules de rétroaction déterministes de ce type particulier d'écosystème impliquent toujours l'existence de degrés de liberté et la promotion virtuelle de nouveaux agencements pragmatiques. Ainsi se trouvent accolées une écologie du visible, une écologie des formations sociales et une écologie de la subjectivité. Il faudrait prendre en compte par exemple, aujourd'hui,

que ce ne sont pas seulement des espèces animales et végétales, des paysages naturels qui sont menacés, mais aussi des espèces culturelles, comme le cinéma d'auteur, des espèces morales, comme les valeurs de solidarité et d'internationalisme et, plus fondamentalement, des « espèces existentielles », comme la propension non seulement à accepter mais à aimer la différence corrélativement à un renouvellement du goût de la vie, de l'initiative, de la créativité.

Est-ce qu'une telle prise de conscience écosophique est appelée à se substituer aux anciennes valeurs d'émancipation autour desquelles s'était cristallisée la subjectivité ouvrière prolétarienne ? Les classes ouvrières sont-elles rejetées de l'Histoire, condamnées à n'être plus que les résidus de systèmes sociaux désormais dépassés dans un cadre néocapitaliste et post-industriel ? Est-ce qu'au contraire la redéfinition, j'oserai dire la réinvention, de la subjectivité ouvrière, à travers de nouvelles pratiques syndicales et politiques, n'est pas appelée à élargir et à enrichir la perspective écologique ? Il m'apparaît qu'un nouvel axe progressiste, se substituant aux anciennes polarités droite-gauche, ne pourra prendre consistance qu'à la condition que soient nouées de nouvelles alliances au sein desquelles un nouveau mouvement ouvrier, le féminisme et l'écologie joueront un rôle déterminant.

De telles alliances ne sont nullement synonymes de promotion d'une identité subjective homogène, d'un consensus d'opinion. Elles auront pour objectif, au contraire, d'associer des composantes hétérogènes, sans doute pour dégager un programme minimum d'action commune, mais aussi pour mettre en relief les différences entre ces composantes, pour exploiter en quelque sorte leurs richesses potentielles en tant que dissensus. À cet égard il convient peut-être aujourd'hui de réexaminer cette notion de programme, surtout dans le contexte du développement de programmations informatiques qui, trop souvent, conduisent à un pliage des esprits, une disciplinarisation outrancière des comportements, une standardisation des gestes et des représentations. Au sein de ces nouvelles alliances, la partie invisible bien plus considérable de l'iceberg des formations existentielles inconscientes relève de

problématiques bien différentes. Les ouvriers des villes, les techniciens, les chercheurs, les paysans, les mouvements noirs, amérindiens, le mouvement des femmes, l'écologie environnementaliste constituent autant d'angles de vue hétérogènes. La question écosophique qui interpelle chacune de ces composantes ne consiste pas uniquement à trouver des points d'accord sur des objectifs communs mais, plus fondamentalement, à mettre en œuvre des procédures de connaissance mutuelle, d'échange, de concertation, de recherche qui concourent à un enrichissement général. Au fond, ce qu'on attend des militants d'aujourd'hui ce n'est pas qu'ils apportent la bonne parole, qu'ils récitent le « juste programme » mais qu'ils travaillent à la mise en place de nouveaux services communs : services de démocratie sociale, tels que les « collectifs » de démocratie directe, services de solidarité, de proximité, de culture. Il n'est pas question d'attendre des sociétés capitalistes qu'elles travaillent à la recomposition du tissu social. Il n'y a rien à revendiquer dans ce domaine, mais tout à faire par soi-même. Les systèmes de valorisation capitaliste, surtout depuis le prétendu triomphe du néolibéralisme conduisent à la destruction, au laminage, à la déqualification des rapports inter-humains. Le capitalisme mondial intégré et son redoutable instrument de production de subjectivité mass-médiatique, tendent à transformer ses citoyens producteurs-consommateurs en zombies impersonnels, désingularisés, sérialisés. Et ce n'est pas au lendemain d'une hypothétique révolution globale qu'il conviendra au nouvel axe progressiste de s'atteler à cette tâche de recomposition permanente du socius, à son « réenchantement », pour reprendre la terminologie de Max Weber, c'est dès à présent, et dans tous les registres de la vie quotidienne, des institutions, des équipements collectifs, de la vie politique, des relations internationales.

L'objectif écosophique ne se ramène donc pas à la saisie d'un objet commun « clair et distinct ». C'est plutôt une passerelle transversaliste entre des univers de valeurs hétérogènes. Il est fondamentalement hétérogénéique et re-singularisant. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne s'agisse que d'une nuée confuse d'une aspiration imaginaire. Il implique une remise en

question permanente des institutions existantes et une politique d'ouverture aux mutations subjectives de notre époque. C'est ainsi que le monde ouvrier se trouvera enrichi par la fréquentation de problématiques et de dimensions existentielles qui lui sont habituellement étrangères. À l'époque héroïque de ce qui avait été appelé l'antipsychiatrie, un film de Marco Bellocchio montrait des ouvriers d'une usine de la région de Parme, en Italie, qui accueillaient dans leur atelier des handicapés psychiques et qui expliquaient tout ce que ce type de rencontre leur avait apporté dans la compréhension des relations humaines. Mais plus près d'ici, j'ai rencontré, dans la banlieue de Santiago du Chili, des militants du « syndicalisme territorial », qui se préoccupaient non seulement de la défense des intérêts des travailleurs syndiqués mais aussi des difficultés rencontrées par les chômeurs, les femmes, les enfants, les jeunes du quartier, qui participaient à l'organisation de programmes éducatifs et culturels, qui s'impliquaient dans des problèmes de santé, d'hygiène, d'écologie, d'urbanisme. Il faut d'ailleurs signaler qu'un tel élargissement du champ d'action ouvrière est loin d'être vu d'un bon œil par les instances hiérarchiques de l'appareil syndical !

Une reconversion écologique de l'action syndicale impliquerait donc une réévaluation de ses priorités, à savoir que les revendications quantitatives strictement matérielles devraient être mises sur un pied d'égalité avec des aspirations qualitatives, relatives à l'organisation du travail, aux institutions d'entraide et de culture, à l'ouverture sur la vie du quartier, etc. La production de subjectivité pourrait ainsi devenir un axe fondamental de la recomposition syndicale. Ce qui ne signifie pas que les aspects revendicatifs des luttes, les campagnes politiques devraient être laissés de côté. Mais ils ne devraient plus occuper l'essentiel du terrain, comme c'est souvent le cas aujourd'hui. Une telle réorientation aurait des incidences importantes sur le plan organisationnel. Dans la vision traditionnelle, héritée du début du siècle, l'action syndicale relève d'organisations de masse en principe indépendantes mais, en fait, assujetties aux partis politiques de gauche. Le mouvement communiste a voulu légitimer cette sujétion du syndicalisme par la fameuse théorie de la « cour-

roie de transmission », qu'il est censé constituer entre l'avant-garde révolutionnaire consciente et la masse des travailleurs. À ce type de schéma hiérarchique, arborescent, pyramidal, devrait se substituer un fonctionnement plus horizontal, rhizomatique, transversal. Les tâches différenciées d'organisation, relatives aux luttes, aux rapports de force, à l'expression publique à travers les médias, sont une chose, mais elles n'impliquent aucunement que les responsables qui s'y consacrent occupent une position dirigeante à l'égard des militants de la vie quotidienne, de la proximité directe avec les opprimés, de la créativité sociale et institutionnelle sur le terrain. Les univers de valeur politique n'ont pas à avoir une primauté transcendante sur les univers de la fraternité, de l'inventivité collective, qui ressortissent plus de paradigmes éthiques et esthétiques que d'une « science » de la stratégie.

J'en viens même à m'interroger sur la validité de l'actuelle séparation entre parti politique, organisation syndicale, mouvement associatif ou collectif de base. Au minimum il y a sûrement quelque chose à repenser dans l'articulation de ces diverses instances. Les décisions politiques importantes, les stratégies syndicales sont le plus souvent du ressort exclusif de militants professionnels qui, par la force des choses, deviennent prisonniers d'appareils distants de la vie de la base. Ces militants incarnent un pouvoir ; ils se prennent au sérieux — ce qui ne peut leur être reproché — mais, par la même occasion, ils ont tendance à devenir intolérants aux prises de position qui ne sont pas les leurs ; ils perdent le sens de l'humour et une certaine qualité de contact avec la sensibilité populaire. Le porte-parole professionnel prétend incarner la vérité au lieu de la rechercher, cette vérité, à travers une quête collective, une permanente remise en question des idées toutes faites, des dogmes, des grands principes. Mais la vérité à l'état naissant s'accroche toujours à quelque chose qui se met en travers des préjugés, quelque chose qui dérange les idées toutes faites, qui bouscule les réflexes stéréotypés, qui implique une révision des positions préétablies. La vérité c'est le mouvement de la vie, la saisie de la différence, de l'altérité dans son opacité, dans sa résistance au formalisme et au schématisme Il ne s'agit pas ici de culpabiliser gratuitement les

militants permanents, qui sont souvent dévoués et courageux, mais de promouvoir des instances de mise en question de cette pétrification fréquente de leur personnalité. Il s'agit de les aider, pour le bon fonctionnement des instances responsables, mais aussi pour eux-mêmes, pour qu'ils ne se laissent pas piéger par des mécanismes qui ressortissent à ce qu'on pourrait qualifier de névroses institutionnelles. Dans le même ordre d'idée, un renouvellement des postes responsables assurant la montée des jeunes et surtout garantissant le strict respect d'une parité homme-femme me semblent également indispensable. Bref, le mouvement ouvrier devrait se préoccuper de sa propre écologie sociale.

1. Rapport de la commission OMS : « Santé et environnement », rendu public à Genève le 4 mars 1992.

Le capitalisme mondial prétend intégrer, programmer, mettre à sa botte tous les habitants de cette planète. Il entend régenter jusqu'à leurs fantasmes inconscients par le biais des mass-médias. Il est pris d'un véritable délire d'homogénéisation de la subjectivité. Pourtant les réalités historiques contemporaines se présentent sous un tout autre jour. Les disparités sociales, la misère physique et morale ne cessent de s'aggraver aussi bien dans le Tiers-monde que dans les pays riches. Selon l'Organisation mondiale de la santé les maladies liées à l'environnement tuent chaque année 40 millions de personnes. Des centaines de millions d'individus sont exposés, dans leur habitat et dans leur travail, à des dangers chimiques et physiques. Cinq cent mille personnes sont tuées et des millions sont blessées annuellement du fait des accidents de circulation ⁽¹⁾. La population mondiale, actuellement de cinq milliards d'habitants, passera, selon les prévisions démographiques, à huit milliards en l'an 2020. L'Afrique, à elle seule, passera de 800 millions d'habitants à 3 milliards. Peut-on imaginer ce que tout cela va impliquer de drames humains et de nouvelles dévastations sociales et écologiques ? Les problèmes de la planète ne seront pas miraculeusement réglés par les bienfaits d'une généralisation sauvage de l'économie de marché. Ils impliquent la reprise en main démocratique par les populations de leur propre sort et une recomposition, sur de nouvelles bases, de la production et des relations internationales par les alliances progressistes évoquées ici.

À la suite de l'effondrement des régimes bureaucratiques et dictatoriaux des pays de l'Est et de l'affaiblissement de leurs idéologies dogmatiques, nous nous trouvons devant une immense table rase. Tout est à repenser ; beaucoup est à recomposer ou à réinventer. Il convient, en particulier, de réexaminer les questions de l'État et du Marché. La régulation dirigiste de l'économie et de la société par les appareils d'État ou, au contraire, leur régulation systémiste, quasi magique, par le Marché mondial constituent deux illusions symétriques. L'État comme le Marché correspondent à un enchevêtrement de formations de pouvoir et sont donc fondamentalement perméables aux rapports de force sociaux et aux productions de subjectivité. On voit, par exemple, s'affirmer aujourd'hui sous nos yeux un nouveau marché de l'écologie dans le sillage d'un mouvement d'opinion, d'une sensibilité des médias et de l'apparition d'un éco-business. Le concept de Marché ne relève pas d'une pure science économique mais est inséparable des instances politiques, sociales, axiologiques et désirantes qui se déploient sur fond d'une inscription capitaliste d'échange et d'équivaloir généralisé. La réalité du pouvoir d'État est également à chercher du côté des formations de pouvoir, des agencements de désir, des pratiques sociales. À cet égard, une recombinaison écosophique internationaliste du syndicalisme et de l'aire politique progressiste pourrait avoir la plus grande incidence sur le rééquilibrage des marchés entre le Nord et le Sud et sur la promotion d'un véritable ordre international, sans rapport avec l'odieuse caricature qui en a été faite au moment de la guerre du Golfe. Les dérégulations sauvages, corrélatives de tentatives systématiques de démantèlement des organisations syndicales, auxquelles travaillent les néolibéraux un peu partout dans le monde, sont synonymes des pires aberrations, d'un retour à l'esclavage des enfants, du développement des ghettos, de l'analphabétisme, des épidémies... Dans les pays de l'Est, l'application d'une telle politique aboutira à la destruction des systèmes de protection sociale, aussi insuffisants qu'ils aient pu être antérieurement. On en vient même à se demander jusqu'à quel point les déséquilibres paroxystiques engendrés par la fascination quasi hypnotique qu'exerce le profit immédiat sur les classes capitalistes n'est pas contradictoire avec leurs propres intérêts à long terme !

La force collective de travail, constituée aujourd'hui par les ouvriers, les techniciens, les cadres, les chercheurs, les scientifiques, est caractérisée par une adjacence de plus en plus marquée aux processus mécaniques et informatiques. Et dans ce domaine également une perspective écosophique devrait se garder de toute condamnation régressive, naturaliste, éternitaire des révolutions et des mutations qui sont en passe de transformer radicalement le rapport de l'homme à la nature. Ce n'est pas parce que le machinisme est dévoyé hors de ses finalités humaines par les systèmes capitalistes qu'il est mauvais en soi et qu'il serait nécessaire d'en revenir à des formes archaïques de production, d'échange et de communication. Il est vrai que l'informatisation a eu pour effet de briser des anciens postes de travail et de générer des millions de chômeurs. Seule une véritable écologie du travail aurait pu économiser de tels dégâts, de telles injustices. Le réaménagement du temps de travail et de sa répartition sont inséparables d'activités sociales adjacentes, de formation, de recherche et de culture. La valorisation du travail, et donc son traitement salarial, doivent s'élargir à toutes les dimensions existentielles de l'activité humaine. Les valeurs d'usage et de désir doivent trouver le moyen de s'affirmer sur les marchés des valeurs d'échange capitalistes.

Sur tous ces terrains le dialogue entre l'écologie et le mouvement ouvrier et paysan me paraît essentiel. Il existe toujours un risque de voir l'écologie basculer dans le conservatisme, le retour au *statu quo ante*, dans des conceptions systémistes réductionnistes, incapables d'être articulées aux mutations rhizomatiques des phylums évolutifs du machinisme. Mais la force collective de travail n'est-elle pas, précisément, un des opérateurs prévalants de cette mécanosphère qui enveloppe aujourd'hui la biosphère ? L'avenir immédiat, il faut le reconnaître, se présente généralement sous un jour assez sombre. Mais les potentialités d'intelligence et de créativité collective n'en demeurent pas moins immenses et laissent également augurer d'extraordinaires retournements de situation. À nous d'y travailler chacun à notre façon et à la mesure de nos moyens.

